

# Italie : Pour une gauche d'opposition, sans 'si' et sans 'mais'

samedi 28 décembre 2019, par [Sinistra Anticapitalista](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2019).

## Résolution du comité politique national de Sinistra anticapitalista.

1. La formation du second gouvernement Conte [1] soutenu par le Parti démocratique [2], le Mouvement 5 étoiles [3] et Liberi e uguali [4], ouvre dans notre pays une période de transition incertaine, dont la dynamique et les débouchés possibles seront définis par l'évolution de la situation économique, les politiques européennes, le contenu de la loi de finances, le poids de la droite réactionnaire dans la société et la capacité ou non du mouvement des travailleurs et des mouvements sociaux à jouer leur propre rôle, autonome et indépendant.

Si le soupir de soulagement que d'importants secteurs de la société ont exprimé face à la chute de Salvini et de la Lega [5] et à la disparition immédiate de leurs projets antidémocratiques est compréhensible, ce serait une grave erreur de penser que le gouvernement actuel peut donner des réponses positives aux classes populaires et subalternes, en rupture avec les politiques d'austérité, ou même simplement travailler pour une réelle et totale réactivation du cadre démocratique et social.

Ce serait une grave erreur de ne voir que la défaite tactique de la Lega et non le poids politique et idéologique de la droite dans la société ainsi que son potentiel électoral. Et donc la possibilité d'une vengeance très dangereuse si le rôle d'opposition politique et sociale au gouvernement PD/M5S lui était abandonné.

2. La crise italienne fait partie d'une crise plus générale qui traverse tous les pays d'Europe (et l'Union européenne elle-même, dont les événements anglais sont un élément central) et qui se manifeste à la fois politiquement et institutionnellement, caractérisée par les difficultés de la bourgeoisie à se doter de gouvernements « cohérents » avec ses objectifs et capables d'exercer une réelle et large hégémonie dans la société. La violente attaque économique et sociale que les classes dirigeantes ont menée contre la classe ouvrière dans tous les pays - avec l'intention ouverte de modifier historiquement les rapports de force qui ont mûri depuis la Seconde Guerre mondiale - est allée de pair avec les projets institutionnels de contre-réformes, avec la prévalence de plus en plus marquée de l'exécutif sur le législatif, avec des mesures de répression toujours plus importantes et fortement antidémocratiques visant à limiter l'action de la classe ouvrière et à contenir les luttes sociales.

C'est dans ce contexte que les forces de droite et d'extrême droite ont pu disposer d'espaces politiques et idéologiques toujours plus vastes et se développer avec une extrême virulence et dangerosité.

3. Les crises politiques actuelles se déroulent dans un environnement économique qui semble se détériorer de plus en plus. Aucune des contradictions fondamentales qui ont caractérisé la grande crise de 2008 n'a été surmontée. À l'horizon aujourd'hui il y a la possibilité d'une nouvelle forte

récession économique, signalée par ce qui se passe dans les principaux pays, comme l'Allemagne, les États-Unis et même la Chine. Le principal secteur industriel du capitalisme mondial, celui de l'automobile, semble être le précurseur de la crise qui s'annonce. Ce danger de récession mondiale est bien présent dans les préoccupations et les déclarations des personnalités économiques et des dirigeants européens, à commencer par le président de la Banque centrale européenne et sa décision d'ouvrir une nouvelle phase de quantitative easing (assouplissement quantitatif) dans une tentative de relance du développement économique. Mais cette nouvelle grande disponibilité d'argent ne semble pas être utilisée pour une relance des investissements et des productions. L'expression familière « on peut amener un cheval à l'abreuvoir, mais on ne pas l'obliger à boire » convient pour décrire cette situation. La réalité capitaliste est très simple : pas une banque, pas un patron, pas une entreprise ne relancera des investissements si elle n'y a pas de perspectives réalistes de ventes et de profit. À cet égard, il semble y avoir un assez large consensus parmi les économistes bourgeois sur la nécessité de relativiser la politique monétaire afin de se concentrer sur une politique fiscale pour accroître les marges, encourager l'investissement productif et stimuler ainsi la « croissance » : une sorte de « keynésianisme libéral » qui se concentre sur la demande intérieure après des décennies de mercantilisme et de politiques d'exportation, dictées par la bourgeoisie allemande et les rapports de forces qu'elle avait réussi à imposer, en alliance avec la bourgeoisie française, dans l'Union européenne. Aujourd'hui, la récession naissante oblige la bourgeoisie européenne à réfléchir à l'option alternative, mais les divergences qui sont apparues entre les différents gouvernements lors de la dernière réunion de l'Ecofin [6] montrent que la recomposition des intérêts des classes dirigeantes des différents pays européens, pour soutenir la concurrence mondiale avec les États-Unis et la Chine, n'est ni facile ni sans rugosités. La nature contradictoire de l'Union européenne, construite sur la base du développement inégal des différents pays qui la composent, est le signe avant-coureur de cette impasse. Certes, une forte relance des salaires et des dépenses sociales - qui est nécessaire - pourrait favoriser une relance économique, mais elle signifierait aussi une réduction des profits et une nouvelle force accrue de la classe ouvrière, c'est-à-dire remettrait en question les résultats obtenus par les capitalistes avec les politiques d'austérité et de libéralisation.

Telles sont les contradictions de ce système injuste. Voilà pourquoi nous avons besoin d'un projet anticapitaliste.

Sous la direction de la nouvelle présidente de la Commission Ursula Von Der Leyen, l'Union européenne (c'est-à-dire l'alliance européenne des bourgeoisies) semble vouloir évoluer dans ce contexte difficile en multipliant les déclarations sur la nécessité de contenir les inégalités sociales, de promouvoir l'inclusion, mais en même temps elle n'a pas l'intention de modifier les axes fondamentaux des traités et des politiques menées jusqu'ici. Il apparaît évident qu'il s'agit seulement d'une approche plus pragmatique des problèmes, de la possibilité d'introduire une certaine flexibilité afin de mieux gérer les situations de crise et de contenir les tendances populistes de la droite, mais dans la continuité absolue du passé. Il suffit de voir ce que fait le gouvernement français avec sa contre-réforme des retraites ou les déclarations du gouvernement italien sur le respect de l'équilibre budgétaire. Aucun secteur de la bourgeoisie ne veut ou n'a pour projet de redonner aux travailleurs les droits qu'ils avaient gagnés à travers les luttes du passé et perdus au cours des deux dernières décennies par une série de défaites et de reculs. Au contraire, les courants patronaux qui veulent une défaite encore plus profonde du mouvement ouvrier se renforcent, ce qu'on ne voit pas seulement en Grande-Bretagne.

4. La chute du gouvernement jaune et vert a été le résultat de ses contradictions internes croissantes et des changements dans les rapports de force entre ses membres, ce qui a conduit la Lega de Salvini à faire un forcing afin d'obtenir la majorité parlementaire par des élections anticipées pour mener à terme son projet autoritaire et réactionnaire.

La mise en place d'un nouveau gouvernement basé sur deux formations qui étaient en forte opposition depuis des années est le résultat de multiples éléments :

- D'abord, l'aversion de la grande bourgeoisie italienne et donc de la Confindustria [7] pour des élections législatives anticipées à la veille d'une manœuvre financière compliquée et dans un contexte économique de difficultés croissantes, combinée à sa volonté de disposer d'un gouvernement bourgeois plus « traditionnel » et plus conforme à ses intérêts généraux, c'est-à-dire s'inscrivant mieux dans le cadre européen.
- Deuxièmement, les préoccupations similaires et convergentes des forces politiques et économiques de l'establishment européen, visant à contenir les forces centrifuges et désireuses de voir un gouvernement italien qui suive la logique des institutions européennes face au Brexit et à la concurrence internationale toujours plus vive.
- Troisièmement, la réaction d'autodéfense de forces telles que le PD et les M5S, y compris de leurs composantes internes, qui les a amenés à construire ce gouvernement de coalition sans précédent, rendu possible sur le plan politique par le fait que sur certaines questions fondamentales - à savoir la préservation des mécanismes et des modalités du capitalisme - elles n'ont pas de divergences indépassables.
- Quatrièmement, le fait que dans divers secteurs de la société il y avait une certaine pression sociale et une préoccupation démocratique qui poussait dans cette direction, afin d'empêcher la réalisation du projet réactionnaire de Salvini.
- Cinquièmement, et c'est significatif et très important, les syndicats - et en particulier de la CGIL - ont agi avec une grande détermination pour faire de cette solution une réalité. Les courroies de transmission entre la politique et les dirigeants syndicaux confédéraux ont ainsi été reconstruites et activées, et on a vu réapparaître un alignement de la Confindustria, du gouvernement et des syndicats CGIL-CISL-UIL. Ces jours-ci les premiers signaux d'une nouvelle phase de concertation sociale entre le gouvernement, les syndicats et la Confindustria (et d'autres associations patronales) sont d'ailleurs apparus. Il va de soi que la combinaison de ces facteurs ne va pas faciliter la mobilisation sociale.

5. Le programme de la Confindustria, c'est-à-dire ce que le patronat demande au nouveau gouvernement, est très clair :

- A) Réduction de la fiscalité.
- B) Infrastructures.
- C) Salaire minimum et loi sur la représentation syndicale.

Cela signifie :

- A) Une « augmentation » des salaires grâce à une réduction de la fiscalité permettant aux patrons de ne pas déboursier un seul euro et de faire porter le coût de cette « augmentation » sur les services sociaux déjà fragilisés ; de plus, en absence d'une réforme fiscale fortement progressive, cette réduction augmentera les inégalités, déjà très importantes.
- B) Train à grande vitesse (TAV Lyon-Milan), gazoduc trans-adriatique (TAP), contournement autoroutier de Gênes (Gronda), liaisons autoroutières et toutes sortes de grands travaux pour améliorer la logistique du pays en mauvais état au seul bénéfice des entreprises et au détriment de l'environnement.
- C) Les patrons ne s'engagent pas en faveur du salaire minimum. Ils veulent simplement le lier aux seuils minimums inscrits au cas par cas dans les conventions collectives catégorielles, en stérilisant l'effet de ces minimums. Et ils aspirent à une loi syndicale qui « pèse » (pour reprendre les termes du président de la Confindustria, Vincenzo Boccia) la représentation syndicale ; la démocratie syndicale, qui ne jouit déjà pas d'une bonne santé, serait en grand danger.

Sur ces questions il y a une parfaite entente entre les entreprises, le gouvernement et les acteurs sociaux, et il convient de noter que le programme de gouvernement en 29 points de la coalition PD-M5S-LeU s'ouvre, non par hasard, par l'affirmation de la nécessité de préserver les « équilibres des finances publiques ». De toute évidence, c'est la clé de voûte du programme gouvernemental et il serait erroné de le couper en tranches, c'est-à-dire de considérer les divers points séparément sans tenir compte de la logique d'ensemble. Une logique qui implique que toutes les pétitions de principe et les bonnes intentions (un Green New Deal qui ne serait pas du « capitalisme vert », des investissements publics, la prévention des accidents de travail, etc.) sont irréalisables compte tenu de l'importance des investissements nécessaires incompatibles avec l'actuel « équilibre des finances publiques », alors que les points réellement réalisables sont ceux contre les travailleurs : révision des dépenses publiques (spending review), réaménagement des déductions fiscales, autonomie différenciée des régions, pour n'en citer que certains. Même dans le domaine de la démocratie, le gouvernement ne laisse entrevoir qu'une simple modification des décrets sécuritaires pour éviter de s'exposer au jugement négatif de la Cour constitutionnelle (donc, pour les sauver !).

En ce qui concerne le cadre démocratique, le débat ouvert à propos d'un nouveau système électoral ne doit pas nous induire en erreur ; il est question d'un système proportionnel avec un fort barrage entre 3 % et 5 % dans le contexte d'une réduction du nombre des parlementaires [8], qui est en soi une attaque contre la représentation proportionnelle visant en premier lieu à empêcher la représentation des forces de la gauche de classe ou de leur imposer l'alignement.

Il faut noter enfin que le nouveau gouvernement se présente non seulement avec un profil « européiste », mais aussi avec un profil très « philo atlantiste », avec toutes les implications que ce positionnement peut avoir dans le climat très perturbé de l'échiquier international.

Ce gouvernement dispose cependant de non négligeables cartes à jouer. Tout d'abord, il arrive après l'expérience du gouvernement jaune-vert et les terribles performances de Salvini, qui avaient provoqué, à juste titre, la consternation et la peur dans un secteur peut-être pas majoritaire mais important de la société. Le gouvernement M5S-PD est donc perçu positivement par ces secteurs et bénéficiera d'un chèque en blanc, d'autant plus qu'il a le soutien des forces sociales et économiques qui ont favorisé sa naissance, du moins dans un premier temps.

Il demeure cependant un gouvernement plein de contradictions objectives et confronté à des choix entre différentes options. Avec son projet politique propre, le Parti démocratique de Matteo Renzi introduit des éléments contradictoires supplémentaires et de lourdes hypothèques qui, si elles peuvent être surmontées dans les prochains mois face à l'urgence de la situation financière et aux relations avec l'UE, se manifesteront tôt ou tard. Renzi pourra alors engager plus à droite un gouvernement, déjà orienté vers une position libérale, qui s'inscrit dans le processus de brassage politique produit par la nouvelle configuration gouvernementale. Impossible d'imaginer qu'il pourrait y avoir une remise en question des lois qui ont frappé les droits des travailleurs, du Jobs Act [9] à la loi Fornero [10].

C'est pourquoi il faut se préparer à de nouveaux chocs et surtout travailler pour qu'il y ait une présence autonome et combative des classes laborieuses et des mouvements sociaux.

6. Sinistra anticapitalista a clairement exprimé sa satisfaction devant la défaite de Matteo Salvini, qui avait largement sous-estimé l'impopularité politique de l'exécutif. Son gouvernement n'a cessé de produire des lois infâmes tels les deux décrets sécuritaires [11] qui ont poussé à l'extrême le choix de tuer les migrants en mer et criminalisé ceux qui leur apportent de l'aide. Il a fait de l'inhumanité son drapeau, a pourri l'ensemble de la société avec le poison antidémocratique et raciste et s'est préparé à mettre en œuvre d'autres mesures honteuses telles que la division du pays (ce que l'on appelle une autonomie différenciée, que le gouvernement actuel confirme également,

même si c'est sous une forme « douce », mais sans en changer le fond) et la remise en cause des droits des femmes avec la Déclaration des droits de la famille de Pillon [12].

En même temps Sinistra anticapitalista a clairement exprimé la nécessité de s'opposer immédiatement à un gouvernement libéral « européiste », qui risque de remettre au premier plan les adeptes du libéralisme « nationaliste » et ses politiques d'austérité. Salvini et la Lega ont encore beaucoup d'atouts dans la société et dans les institutions pour construire avec les autres forces de l'extrême droite leur revanche. Ce serait une grave erreur de laisser le monopole de l'opposition politique et sociale au nouveau gouvernement de droite !

Cette situation des plus complexes et non exempte de contradictions a non seulement produit des discussions difficiles jusqu'au sein des forces de la gauche dite radicale, mais également de nombreux égarements dans plusieurs organisations. Signalons, entre autres, une tendance inquiétante à vouloir déléguer à ce gouvernement la riposte aux droites, ou l'attente presque messianique de ruptures et de discontinuités qui s'avèrent pourtant impossibles vu les positions politiques et la position de classe du PD et du M5S. La désagrégation de la nébuleuse « La Sinistra » [13] se prolonge aujourd'hui dans la désastreuse décision de Liberi e uguali et de Sinistra italiana [14] d'entrer dans le nouveau gouvernement.

Nous proposons d'emprunter une autre voie ! Pour faire obstacle au retour des droites populistes, il est nécessaire de battre les politiques d'austérité qui provoquent une détérioration dramatique des conditions de vie de millions de travailleuses et de travailleurs, disposant d'un emploi ou au chômage, jeunes et femmes de ce pays, ouvrant la voie à un consensus contre les solutions réactionnaires. Nous ne devons pas accorder le moindre crédit ni la moindre confiance au nouveau gouvernement. Nous devons construire une nouvelle opposition politique et sociale. Pour cela il faudra avant tout que les forces de la gauche de classe - politiques, sociales, syndicales - construisent sans aucune ambiguïté l'unité d'action la plus large possible autour d'un certain nombre d'objectifs démocratiques et sociaux susceptibles de favoriser les conditions d'une reprise des mobilisations et, à terme, de la reconstruction décisive d'un nouveau mouvement des travailleuses et des travailleurs.

7. La situation de la classe ouvrière reste dramatique du point de vue de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et d'exploitation. Les données de l'Institut national de statistique (Istat) illustrent une fois de plus l'ampleur du chômage mais aussi et surtout le nombre de ceux qui ont maintenant abandonné la recherche d'un emploi. La courbe des accidents de travail, en particulier mortels, est impressionnante et tragique. Elle a recommencé à grimper. La remontée du taux de l'emploi, saluée par certaines forces de l'ancien gouvernement sur la base d'une fausse interprétation de données de l'Istat, n'existe pas ; elle n'existe que sous la forme que le journal de la Confindustria a définie lui-même comme « *un boom des contrats moins protégés et le déclin des garanties de la flexibilité* ». Le ministère du Travail fait face à 150 nouvelles demandes de licenciements économiques, toujours non résolues, alors que d'autres se profilent à l'horizon et que le chômage technique explose au-delà de l'ordinaire. Par-dessus tout, le fait essentiel est que depuis le début de la crise de 2008 plus d'un milliard d'heures travaillées ont été perdues et que le solde négatif entre l'emploi en 2008 et aujourd'hui peut être estimé entre 800 000 et un million d'emplois perdus.

Il en va de même en ce qui concerne la baisse continue des salaires, qu'un économiste a appelé « le fléau de la rémunération salariale ». Les contrats de travail garantis, de moins en moins rémunérés, reculent et visent toujours plus la productivité des entreprises au détriment des droits des travailleurs ; les conventions collectives couvrent moins de 30 % des entreprises. Enfin, le travail à temps partiel imposé, le chômage technique et toutes les formes de travail précaire et mal payé sont en expansion. Tout cela a provoqué une véritable crise salariale que les directions syndicales elles-

mêmes, largement responsables de cette dégradation, doivent aujourd'hui enregistrer, même si elles n'ont pas su, ni voulu, lui apporter une réponse. Et encore moins construire une mobilisation.

Aujourd'hui, ces organisations syndicales, à commencer par les métallurgistes, disent qu'il faut intervenir à nouveau sur les contrats de travail pour défendre les salaires. La FIOM, la FIM et l'UIL ont avancé une plateforme de contrats un peu différente de celles du passé récent. Mais une fois encore cette hausse des salaires devrait être financée par une réduction des impôts et non par de l'argent frais que les patrons mettraient sur la table. La tristement fameuse politique des revenus réapparaît sous cette forme.

Il va sans dire que toute réduction des recettes fiscales entraînera de nouvelles réductions importantes des budgets sociaux - peu apparente du fait de leur présentation éclatée dans un premier temps - que les travailleurs vont ressentir en étant confrontés à la réduction des services sociaux, à commencer par les services de santé.

C'est pourquoi nous demandons que soit construite une grande mobilisation, comme celle d'il y a 50 ans, autour du mot d'ordre : augmentation du salaire, réduction du temps de travail.

C'est pourquoi, dans les mois à venir, nous développerons une campagne sur cette question revendicative et nous articulerons sous toutes les formes possibles la lutte pour une réduction radicale du temps de travail sans baisse du salaire et une nouvelle politique publique de création d'emplois.

8. L'unité de la gauche de classe doit être recherchée pour favoriser par tous les moyens possibles le développement d'un mouvement de masse contre la politique d'austérité et pour reconstruire l'identité des travailleurs ainsi que l'unité avec les mouvements de lutte écologique et féministe. Elle doit se faire sur la base d'une plateforme avec quelques objectifs clairs, cohérents avec les besoins et les exigences des secteurs exploités et opprimés de la société :

- Réduction du temps de travail à salaire égal ;
- Augmentations de salaires égales pour toutes et tous ;
- Parité salariale entre femmes et hommes ;
- Abolition de la loi Fornero ;
- Nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie ;
- Importants investissements publics pour créer de nouveaux emplois ;
- Arrêt des privatisations en cours et reprise par le secteur public des services déjà privatisés ;
- Actions unilatérales visant à réduire les émissions nocives pour l'environnement.

Pour intervenir sur cette base dans les lieux de travail, d'études et les quartiers, mais aussi dans le domaine des médias et de la communication, il faudra disposer d'une masse critique suffisante. Il est nécessaire de soutenir et de participer aux expériences locales qui permettent un nouvel enracinement social et une reconnaissance politique des forces qui luttent pour un horizon radicalement alternatif au capitalisme, capable aussi de se connecter aux expériences quotidiennes, au vécu et à l'imaginaire des jeunes générations.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est non seulement utile, mais nécessaire, d'organiser cet automne une assemblée générale des luttes et de la gauche de classe afin de promouvoir les conditions de cette nécessaire convergence, dans laquelle, démocratiquement, avec des règles sûres et à égalité, les méthodes et l'orientation de cette opposition seront établies.

Nous proposons donc à tous les collectifs, syndicats et structures syndicales, associations, organisations politiques de la gauche de classe, à commencer par les forces avec lesquelles nous avons déjà eu des rencontres, d'être collectivement promoteurs de cet événement automnal pour

empêcher que la Lega et les Fratelli d'Italia [15] ne soient la seule opposition. C'est le moyen le plus utile de se préparer à temps et de manière socialement crédible afin de pouvoir faire face dans un avenir pas si éloigné à une éventuelle nouvelle crise de gouvernement et à la possibilité d'élections.

C'est dans cet esprit que Sinistra anticapitalista a déjà participé et participera au cours des prochaines semaines aux échéances à venir :

- Assemblée nationale de Energie in movimento [16] des 14-15 septembre ;
- Grève pour le climat du 27 septembre ;
- Assemblée nationale de SI Cobas [17] du 29 septembre à Naples,
- Assemblée nationale contre l'autonomie régionale différenciée du 29 septembre à Rome ;
- Assemblée nationale du forum des Indivisibili du 6 octobre ;
- Manifestation nationale à Milan contre l'ouverture du Centre de rétention pour le rapatriement le 12 octobre ;
- Grève générale du 25 octobre appelée par les syndicats de base, mais une fois encore pas tous unis.
- Nous critiquons fermement le choix des forces qui ont voulu annuler la manifestation nationale féministe du 28 septembre à Rome et c'est précisément pour cette raison que nous réaffirmons notre soutien à la mobilisation internationale pour le droit à l'avortement du 28 septembre.

9. Une telle unité d'action et de travail nous semble le meilleur moyen pour faire face à l'enjeu politique de la formation d'une plus forte organisation politique radicale et de classe ou, pour employer une autre caractérisation, « anticapitaliste et révolutionnaire ». Mais ce défi ne peut être ni résolu ni abordé sous des formes purement propagandistes ou avec des formules impropres et tout à fait inefficaces du type « l'unité des communistes ».

Comme nous l'avons déjà formulé lors de notre premier congrès en 2016 et confirmé lors du congrès en février de cette année « *Pour un véritable processus de recomposition politique, c'est-à-dire pour la construction d'une force politique anticapitaliste effectivement utile, il faut beaucoup d'autres développements politiques dont la condition préalable reste la croissance de processus réels de masse et de nouveaux processus de radicalisation* ».

Nous avons également ajouté, toujours au premier congrès, que chaque hypothèse d'agrégation signifiait pour nous une forme de front ou de fédération avec le maintien de notre organisation indépendante. C'est cette modalité d'approche et de travail que nous avons exprimée et pratiquée dans la construction puis dans la discussion et dans la dynamique politique et organisationnelle de Potere al Popolo [18].

À la lumière des événements et devant la confirmation des caractères du cadre politique des forces de la gauche, au congrès de 2019 nous avons affirmé la nécessité d'aller vers un forum politique et social, ouvert aux organisations de gauche de classe ainsi qu'aux travailleuses et travailleurs, aux étudiantes et étudiants. C'est-à-dire un mouvement pluriel où l'on pourrait avancer ensemble sur les points communs et poursuivre le débat sur ce qui ne fait pas accord, sans contrainte, mais en garantissant la dignité et l'égalité des différentes options politiques qui composent aujourd'hui le cadre fragmenté de la gauche. Un mouvement qui reconnaît une pleine citoyenneté tant aux organisations politiques et sociales qu'aux individus qui veulent participer à la construction d'un cadre commun de la gauche de classe.

Telle est la voie qui à notre avis peut favoriser à terme des processus de recomposition plus profonds dont pour l'instant il n'y a pas trace dans les positions politiques et dans les pratiques des organisations de gauche. Reconstruire l'unité d'action est la condition de tout pas en avant. Dans le vaste espace que nous proposons, il serait en effet possible de converger sur des thèmes spécifiques

et donc de construire des initiatives communes avec divers secteurs. Des alliances stables pourraient ainsi se développer et conduire en perspective à la formation d'organisations politiques, ayant une masse critique plus importante et capables d'intervenir plus efficacement dans le cadre politique et social.

La Direction nationale est mandatée pour s'adresser à tous les interlocuteurs possibles afin de construire l'unité d'action entre les différentes forces de la gauche politique et sociale de classe sur la base de ces propositions.

*Résolution politique du comité politique national de Sinistra anticapitalista (Gauche anticapitaliste, une des deux parties de la section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'autre étant Communia) débattue et approuvée à une très large majorité (une abstention) à Rome, les 21 et 22 septembre 2019)*

(traduit de l'italien et annoté par JM).

---

## **Sinistra anticapitalista**

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

---

## **Notes**

[1] Le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Lega ont formé un gouvernement de coalition de la mi-2018 à la fin de l'été 2019, coalition dite jaune-verte, selon les couleurs respectives du M5S et de la Lega, dirigé par Giuseppe Conte, considéré comme indépendant. C'est le Conte I, dans les médias. Depuis le 5 septembre 2019, le même Premier ministre préside un gouvernement du M5S avec le Parti démocratique (PD) et Liberi e uguali (LeU). C'est le Conte II ou le Conte bis.

[2] Le Parti démocratique (Partito democratico, PD) est un parti bourgeois dit de gauche, né des cendres de la droite classique libérale et démocrate-chrétienne et de la gauche post-stalinienne, qui a fourni les présidents du Conseil des ministres (Premier ministre) d'avril 2013 à juin 2018. Il participe, depuis septembre, à la nouvelle coalition gouvernementale, dite jaune-rouge par les médias.

[3] Le Mouvement 5 étoiles (Movimento 5 stelle, M5S), qualifié de « populiste » par les médias, sans programme économique et social précis, est un groupe hétéroclite interclassiste, à la fois xénophobe, anti-Union européenne, contre le clientélisme, dénonciateur des phénomènes mafieux et, jusqu'à la veille de son entrée au gouvernement, contre le pouvoir. Le M5S est au gouvernement, en coalition avec la Lega de juin 2018 à septembre 2019 (gouvernement dit jaune-vert, le jaune étant la couleur du M5S, le vert celle de la Lega) puis, depuis septembre 2019, avec le Parti démocratique (gouvernement dit jaune-rouge par les médias, que Sinistra anticapitalista qualifie de jaune-rose, les couleurs du PD étant celles du drapeau italien, mais sa couleur politique étant le rose de la social-démocratie néoconservatrice), avec lequel il a proclamé à plusieurs reprises ne jamais vouloir faire d'alliance.

[4] Liberi e uguali (LeU, Libres et égaux), est un parti satellite du Parti démocratique (PD), né de

la fusion de miettes des trois groupes : Movimento democratico e progressista-Articolo 1 (une scission du PD), Sinistra italiana (un conglomérat de sociaux-démocrates, d'écologistes, d'ex-membres du PD et aussi du M5S) et Possibile (une scission du PD).

[5] La Lega (Ligue), fondée entre 1984 (fondation de la Lega autonomista lombarda), 1989 (fédération des ligues national-régionalistes d'Italie du Nord) et 1991 (1<sup>er</sup> congrès de la Lega Nord comme organisation unifiée), est le plus ancien parti de l'actuel Parlement, le deuxième parti en nombre de députés (124 sur 630), après le M5S (216 sur 630). Aux élections européennes de mai dernier, la Lega a devancé le M5S. Cela explique pourquoi les dirigeants du M5S ont été prêts à tout, même à une coalition avec le PD, plutôt que d'affronter des élections politiques nationales anticipées, lors de la chute du gouvernement Conte I, cet été. Avec le M5S en position politique subordonnée, la Lega a constitué le gouvernement italien de juin 2018 à septembre 2019, son dirigeant Matteo Salvini étant ministre de l'Intérieur et, de facto, le dirigeant du gouvernement dont le président du Conseil des ministres était officiellement Giuseppe Conte. Le récent changement de nom (fin 2017 pour les élections de mars 2018), de Lega Nord (national-antiméridionale) en Lega sans autre attribut, correspond à la tentative en cours - et non achevée - de fonder un grand parti de la droite national-souverainiste de type lepéniste, donc un parti parlementaire à la fois et paradoxalement en porte-à-faux avec et à cheval sur les territoires politiques des autres droites dites dures et des extrêmes droites.

[6] Le Conseil pour les affaires économiques et financières (Ecofin) est la formation du Conseil de l'Union européenne rassemblant les ministres des finances des États membres. Il exerce le pouvoir législatif en matière économique et financière, dans certains cas en codécision avec le Parlement européen (le marché intérieur, la libre prestation des services, la protection du consommateur, et les mesures liées à l'établissement de statistiques). La plupart des décisions d'Ecofin sont prises à la majorité qualifiée.

[7] La Confindustria est la principale organisation patronale italienne.

[8] Actuellement le score minimal pour avoir des députés est fixé à 3 % pour la plupart des territoires de la Péninsule et à 20 %, pour les minorités linguistiques dans les régions concernées, ainsi qu'à 4 % pour les élections européennes. Il est envisagé de diminuer le nombre des membres du Parlement, les sénateurs passant de 315 à 200 et les députés de 630 à 400.

[9] Le Jobs act, adopté en 2015 par le Parlement à l'initiative du gouvernement Renzi, est une législation sur le travail qui facilite les licenciements, flexibilise les horaires, individualise les salaires, restreint les droits au chômage et aux vacances, accorde des remises d'impôts à certaines entreprises.

[10] Elsa Fornero, ministre du travail, des politiques sociales et de la parité dans le gouvernement de Mario Monti (novembre 2011 - avril 2013), a fait voter en 2011 une loi qui repousse l'âge de la retraite à 67 ans, puis en 2012 une contre-réforme du droit du travail, qui libéralise le licenciement pour raisons économiques et supprime le versement des charges sociales pour certaines entreprises, partiellement ou entièrement.

[11] Un premier décret promulgué en novembre 2018 a restreint le droit d'asile, aggravé les conditions d'accueil des demandeurs d'asile, généralisé l'utilisation des Taser et facilité l'évacuation des bâtiments occupés. Un décret sécurité-bis, adopté en août 2019, octroie au ministre de l'Intérieur le droit de « limiter ou interdire » l'entrée de navires dans les ports en cas de simple présomption de « facilitation de l'immigration clandestine », l'autorise à mettre sous écoute les « suspects » et de recourir à des « agents sous couverture » pour infiltrer les

associations, instaure des amendes pouvant aller jusqu'à un million d'euros aux capitaines de navires « en cas de violation de l'interdiction d'entrée, de transit ou d'arrêt dans les eaux territoriales ». Il modifie également la gestion de l'ordre public lors des manifestations : des peines jusqu'à 4 ans de prison pour l'utilisation « des feux d'artifice, des pétards ou des objets similaires » et jusqu'à 3 ans pour port de casque ou de capuche...

[12] La Déclaration des droits de la famille a été mise au rancart (provisoirement ?) par la nouvelle coalition gouvernementale. Ce décret du sénateur Simone Pillon, membre de la Lega et du Family Day (intégriste catholique d'extrême droite) fragilisait les familles – parents et enfants – en situation conflictuelle ou séparée et la position des femmes, dans ce contexte et face aux violences domestiques.

[13] La Sinistra était une coalition électorale informelle, entre des partis dits de gauche, ex-stalinien, ex-social-démocrates, groupes pro-austérité de gauche à la Syriza (Grèce), etc., qui a pris forme en vue des élections européennes de mai dernier et a disparu après son échec (1,7 % des suffrages exprimés).

[14] Sinistra italiana a été initialement formée en tant que groupe parlementaire, en 2015 (à la Chambre des députés) et en 2016 (au Sénat), regroupant des élus issus du Parti démocratique, de ses diverses scissions successives et quittant le Mouvement 5 étoiles. Depuis juin 2017 ce parti est observateur au sein du Parti de la gauche européenne. À partir de novembre 2017, il rejoint la liste électorale de Liberi e Uguali et, lors des européennes de 2019, la liste de « La Sinistra ». Elle dispose actuellement de deux députés et d'un sénateur.

[15] Fratelli d'Italia est un parti post-fasciste, reprenant le logo de l'ancien Mouvement social italien (MSI) et le nom du premier vers du Chant des Italiens (1847, devenu l'hymne national d'Italie), issu d'une scission d'extrême droite du parti de Berlusconi en 2012. Il dispose actuellement de 32 députés, 18 sénateurs et 6 députés européens.

[16] À Rome, dans les bâtiments occupés Via del Caravaggio (le 14 septembre) et Case delle Donne Lucha y Siesta (le 15 septembre), à l'initiative des réseaux Roma non si chiude et Rete Restiamo Umani s'est tenu un espace de discussion de tous ceux qui, au cours de l'année écoulée, ont construit diverses formes de mobilisation et de résistance. Les thèmes débattus étaient : le climat, le droit au logement, l'hospitalité et les frontières, la liberté de circulation, les espaces sociaux, le droit à la ville et le rôle des jeunes. Il a été décidé de poursuivre les campagnes contre les expulsions, d'intensifier l'engagement dans la mobilisation climatique, de promouvoir une mobilisation nationale pour abroger les décrets sécuritaires, de mobiliser aux côtés du mouvement trans-féministe Non Una Meno contre la violence machiste. (Cf. « Per una mobilitazione contro i decreti sicurezza : il report della due giorni di "Energie in Movimento" », Dinamo Press du 1<sup>er</sup> octobre 2019).

[17] SI Cobas est un syndicat italien intersectoriel issu du secteur des transports et logistique. Il compte 15 000 membres en particulier des travailleuses et travailleurs immigrés. Il est un des nombreux syndicats issus des Cobas (comités de base), apparus au cours des années 1980 en dehors du syndicalisme confédéré, qui se sont éparpillés : outre le SI Cobas, en sont issus l'USB (Union syndicale de base), CUB (Condédération unitaire de base), UniCobas (Confédération italienne de base), SIAL Cobas (Syndicat auto-organisé des travailleurs) etc.

[18] Potere al Popolo (Pouvoir au peuple) est une alliance des organisations de la gauche radicale, des mouvements associatifs et syndicaux (USB) créée à l'initiative du centre social « Je so' pazzo » (je suis fou) de Naples. En font toujours partie le Rete dei Comunisti (RdC), le Movimento

RadicalSocialista (MRS), le Risorgimento Socialista (RS), Democrazia Altea (DA). D'autres organisations présentes au début ont pris leurs distances en 2018, en désaccord avec le mode de structuration en parti et l'évolution programmatique : Partito del Sud-Meridionalisti Progressisti (PdS-MP), Partito della Rifondazione Comunista (PRC), Partito Comunista Italiano (PCI) ainsi que nos camarades de Sinistra Anticapitalista.